



# Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de six mois  
clos le 30 septembre 2018



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	11
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	12

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**  
**COMPTE RENDU DE LA DIRECTION**  
**POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

---

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2018 de l'ACSTA et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2018 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 21 novembre 2018, sauf indication contraire.

***Déclarations prospectives***

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

***Caractère significatif***

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

---

**APERÇU DE L'ORGANISATION**

L'ACSTA est une société d'État mandataire financée par des crédits parlementaires et qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer le contrôle de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers pour empêcher l'embarquement d'articles interdits;

- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers, et de leurs effets personnels, y compris les véhicules, qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports aux aéroports qui présentent les risques les plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le système qui utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sécurité s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est aussi responsable des fonctions rattachées à la sécurité du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que le ministre pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada (TC) afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant les ressources, la technologie et les procédures existantes.

Avec l'appui de TC, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) pour la prestation de services de contrôle supplémentaires, en vigueur depuis le 5 octobre 2014 et renouvelée annuellement par la suite. L'ACSTA a également conclu une entente similaire avec l'administration aéroportuaire de Vancouver (AAYVR) en vigueur depuis le 26 juin 2017. Cette entente s'est terminée le 30 juin 2018 alors que celle conclue avec la GTAA se prolonge jusqu'au 31 mars 2019.

## **CONTEXTE OPÉRATIONNEL**

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 juin 2018.

### **CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET HEURES DE CONTRÔLE**

---

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a augmenté de 4,0 % au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018 par rapport à la période correspondante de 2017, nécessitant l'achat d'heures de contrôle supplémentaires afin de maintenir les temps d'attente aux mêmes niveaux. Les taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle continueront également d'augmenter annuellement pendant toute la période des Ententes sur les services de contrôle aux aéroports qui prendront fin le 31 mars 2022 ce qui intensifie les pressions sur le budget des heures de contrôle de l'ACSTA. L'ACSTA continue de collaborer avec TC à l'élaboration d'une stratégie à long terme de financement qui lui permettra de faire face aux pressions financières et à leurs incidences connexes sur les programmes de contrôle de sûreté aérienne.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

L'ACSTA surveille et réévalue ses risques organisationnels régulièrement. Les mises à jour ci-dessous relatives au risque lié à la capacité de l'ACSTA ont été identifiées. Aucun autre changement important n'a été apporté au profil de risque de l'organisation tel qu'il a été communiqué précédemment dans le *Rapport annuel 2018* pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018.

### **NIVEAU DE FINANCEMENT NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION DU MANDAT DE BASE**

---

L'ACSTA reste confrontée à divers défis externes, comme l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle et des volumes de passagers. Par conséquent, sa capacité à acheter des heures de contrôle diminuera au cours des prochaines années, en fonction des niveaux de financement approuvés. Sans financement supplémentaire, les passagers attendront plus longtemps aux points de contrôle. L'ACSTA travaille avec Transports Canada pour établir une stratégie de financement à long terme durable et efficace sur le plan opérationnel afin d'atténuer ce risque.

L'ACSTA a pu obtenir un financement supplémentaire sur plusieurs cycles de planification et rien n'indique qu'elle n'en recevra pas pour 2019-2020. Le risque de l'ACSTA lié au niveau de financement gouvernemental qu'elle reçoit pour exécuter son mandat de base est à la baisse.

### **NIVEAU DE CAPACITÉ ORGANISATIONNELLE NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION DU MANDAT DE BASE ET DES SERVICES DE SOUTIEN ORGANISATIONNEL**

---

Bien que la structure d'entreprise simplifiée de l'ACSTA ait allégé l'organisation, cette dernière pourrait disposer d'une gamme de ressources limitée pour l'appuyer dans l'exécution de son mandat de base, notamment pour la prestation de services organisationnels. Une pression accrue est exercée sur les ressources de l'organisation au fur et à mesure que les volumes de passagers augmentent. Par conséquent, l'ACSTA a identifié un risque accru lié à sa capacité organisationnelle. Afin d'atténuer ce risque, l'ACSTA continuera d'examiner ses besoins en postes à durée déterminée et aura recours aux services de professionnels, s'il y a lieu.

## ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

### ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts importants constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2017 et 2018.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de six mois closes les 30 septembre			
	2018		2017		2018		2017	
	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
<b>Charges<sup>1</sup></b>								
Services de contrôle et autres coûts connexes	150 813 \$	136 962 \$	13 851 \$	10,1 %	295 945 \$	269 790 \$	26 155 \$	9,7 %
Exploitation et entretien du matériel	10 832	8 860	1 972	22,3 %	20 698	18 305	2 393	13,1 %
Soutien des programmes et services généraux	21 428	19 713	1 715	8,7 %	42 887	40 321	2 566	6,4 %
Amortissement	16 442	14 442	2 000	13,8 %	31 762	28 421	3 341	11,8 %
<b>Total des charges</b>	<b>199 515</b>	<b>179 977</b>	<b>19 538</b>	<b>10,9 %</b>	<b>391 292</b>	<b>356 837</b>	<b>34 455</b>	<b>9,7 %</b>
<b>Autres charges (produits)</b>	<b>312</b>	<b>1 490</b>	<b>(1 178)</b>	<b>(79,1 %)</b>	<b>241</b>	<b>2 153</b>	<b>(1 912)</b>	<b>(88,8 %)</b>
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	<b>199 827</b>	<b>181 467</b>	<b>18 360</b>	<b>10,1 %</b>	<b>391 533</b>	<b>358 990</b>	<b>32 543</b>	<b>9,1 %</b>
<b>Revenus</b>	<b>2 044</b>	<b>3 975</b>	<b>(1 931)</b>	<b>(48,6 %)</b>	<b>6 511</b>	<b>7 509</b>	<b>(998)</b>	<b>(13,3 %)</b>
<b>Financement public</b>								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	178 132	159 942	18 190	11,4 %	346 625	317 134	29 491	9,3 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	16 350	15 236	1 114	7,3 %	31 937	29 419	2 518	8,6 %
<b>Total du financement public</b>	<b>194 482</b>	<b>175 178</b>	<b>19 304</b>	<b>11,0 %</b>	<b>378 562</b>	<b>346 553</b>	<b>32 009</b>	<b>9,2 %</b>
<b>Performance financière</b>	<b>(3 301)\$</b>	<b>(2 314)\$</b>	<b>(987)\$</b>	<b>(42,7 %)</b>	<b>(6 460)\$</b>	<b>(4 928)\$</b>	<b>(1 532)\$</b>	<b>(31,1 %)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>7 488</b>	<b>19 293</b>	<b>(11 805)</b>	<b>(61,2 %)</b>	<b>22 366</b>	<b>8 354</b>	<b>14 012</b>	<b>167,7 %</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>4 187 \$</b>	<b>16 979 \$</b>	<b>(12 792)\$</b>	<b>(75,3 %)</b>	<b>15 906 \$</b>	<b>3 426 \$</b>	<b>12 480 \$</b>	<b>364,3 %</b>

<sup>1</sup> Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018.

#### Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 13 851 \$ (10,1 %) et de 26 155 \$ (9,7 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'achat d'heures de contrôle supplémentaires au coût total de 9 356 \$ et de 15 764 \$, respectivement, et à l'augmentation annuelle du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle de 3 499 \$ et de 7 385 \$ pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018 respectivement. Les augmentations sont aussi attribuables à la hausse des coûts du programme de rendement qui ont totalisé 588 \$ et 2 024 \$ pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018 respectivement en raison de l'augmentation des heures de contrôle et de l'amélioration du rendement des fournisseurs de service de contrôle.

Les augmentations du nombre d'heures de contrôle achetées sont principalement attribuables aux exigences de contrôle supplémentaires pour répondre à la hausse du nombre de passagers, aux changements opérationnels à certains aéroports et à la mise en place de mesures de sûreté accrues pour les appareils électroniques entrées en vigueur en juillet 2017. Ces augmentations sont en partie compensées par une diminution des besoins relatifs au contrôle découlant de l'exemption aux points de CNP-aéronef qui est entrée en vigueur en juillet 2017 de même que par la réduction des besoins en heures de contrôle supplémentaires, tel qu'expliqué ci-dessous.

#### ***Exploitation et entretien du matériel***

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 1 972 \$ (22,3 %) et de 2 393 \$ (13,1 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables aux coûts d'entretien supplémentaires assumés en raison de garanties du matériel devenant périmées et à une hausse des coûts liés à l'entretien et aux pièces de rechange pour le matériel lié aux SDE (systèmes de détection d'explosifs) nouveaux ou existants. Les augmentations s'expliquent également par les besoins de formation additionnels destinés aux fournisseurs de services d'entretien du matériel afin de soutenir le déploiement constant du nouveau matériel lié aux SDE à certains emplacements aéroportuaires.

#### ***Soutien des programmes et services généraux***

Les coûts liés au soutien des programmes et services généraux ont augmenté de 1 715 \$ (8,7 %) et de 2 566 \$ (6,4 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les hausses sont surtout attribuables à une augmentation des frais relatifs aux employés de 1 132 \$ et de 1 924 \$, respectivement, et à une hausse des frais de bureau et informatiques de 715 \$ et 864 \$, respectivement, principalement en soutien à l'infrastructure de réseau informatique. Les frais relatifs aux employés ont augmenté en raison de la hausse des coûts des régimes à prestations définies résultant principalement d'une diminution du taux d'actualisation utilisé dans le but de déterminer le coût des services rendus pour l'exercice et d'une augmentation des coûts relatifs aux salaires et aux avantages sociaux.

#### ***Amortissement***

L'amortissement a augmenté de 2 000 \$ (13,8 %) et de 3 341 \$ (11,8 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les hausses sont principalement dues aux nouveaux déploiements des voies ACSTA Plus, aux modifications apportées à la durée d'utilité estimée de certaines pièces de matériel de CPE et du déploiement de matériel de CBE dans le cadre du programme de gestion du cycle de vie des systèmes de CBE. Les hausses sont partiellement compensées par le vieux matériel de CBE devenant entièrement amorti.

#### ***Autres charges (produits)***

Le poste des autres charges (produits) a diminué de 1 178 \$ (79,1 %) et de 1 912 \$ (88,8 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les diminutions sont principalement attribuables à la radiation d'immobilisations corporelles, enregistrée au cours de l'exercice précédent, pour du matériel mis hors service à mesure que du nouveau matériel était déployé. La diminution pour la période de six mois est aussi attribuable à une diminution de la perte nette sur la juste valeur d'instruments financiers dérivés.

### ***Revenus***

Les revenus ont diminué de 1 931 \$ (48,6 %) et de 998 \$ (13,3 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les diminutions s'expliquent principalement par l'achat d'un nombre inférieur d'heures de contrôle supplémentaires de 1 888 \$ et de 205 \$, respectivement, étant donné l'échéance de l'entente d'essai avec l'AAYVR, en juin 2018, et des besoins moins élevés de la GTAA. La diminution pour la période de six mois est aussi attribuable à des crédits fournisseurs sans effet sur la trésorerie de 792 \$ enregistrés l'exercice précédent.

### ***Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation***

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 18 190 \$ (11,4 %) et de 29 491 \$ (9,3 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, au soutien de programme et services généraux et à l'exploitation et entretien du matériel, décrites précédemment.

### ***Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations***

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 1 114 \$ (7,3 %) et de 2 518 \$ (8,6 %), pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'amortissement d'immobilisations accru, décrit précédemment.

### ***Autres éléments du résultat global***

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 7 488 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 est attribuable à un gain de réévaluation de 12 156 \$ du passif au titre des prestations définies qui s'explique par une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base depuis le 30 juin 2018. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 4 668 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 19 293 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 s'explique par un gain de réévaluation de 23 421 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 30 juin et le 30 septembre 2017. Ce gain a été partiellement compensé par une perte de réévaluation de 4 128 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 22 366 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2018 est attribuable à un gain de réévaluation de 24 952 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 2 585 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 8 354 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2017 s'explique par un gain de réévaluation de 11 326 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base entre le 31 mars et le 30 septembre 2017. Ce gain a été partiellement compensé par une perte de réévaluation de 2 972 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2018 comparativement au 31 mars 2018.

<b>Points saillants financiers – État intermédiaire</b>				
<b>résumé de la situation financière</b>	<b>30 septembre</b>	<b>31 mars</b>		
(en milliers de dollars canadiens)	2018	2018	Écart en \$	Écart en %
	(non audités)	(audités)		
Actifs courants	177 859 \$	166 329 \$	11 530 \$	6,9 %
Actifs non courants	470 957	430 157	40 800	9,5 %
<b>Total des actifs</b>	<b>648 816 \$</b>	<b>596 486 \$</b>	<b>52 330 \$</b>	<b>8,8 %</b>
Passifs courants	174 192 \$	161 751 \$	12 441 \$	7,7 %
Passifs non courants	481 191	457 208	23 983	5,2 %
<b>Total des passifs</b>	<b>655 383 \$</b>	<b>618 959 \$</b>	<b>36 424 \$</b>	<b>5,9 %</b>

### Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 11 530 \$ (6,9 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 68 413 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les fonds sont reçus du gouvernement du Canada et aussi au moment où les montants à payer aux fournisseurs de biens et services sont versés;
- une diminution de 52 803 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une baisse de 51 226 \$ des crédits parlementaires à recevoir et une diminution des montants à recevoir de 1 058 \$ pour les services de contrôle supplémentaires;
- une diminution de 2 551 \$ des stocks attribuable à une utilisation nette des stocks d'uniformes, de cartes CIZR et de pièces de rechange;
- une diminution des charges payées d'avance de 1 243 \$ attribuable à l'amortissement des primes annuelles d'assurance et des services annuels d'entretien et de soutien.

Les actifs non courants ont augmenté de 40 800 \$ (9,5 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 24 649 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à des acquisitions totalisant 56 743 \$, qui a été partiellement compensée par un amortissement de 31 762 \$;
- une augmentation de 16 175 \$ de l'actif au titre des avantages du personnel, qui comprend le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et le régime de retraite supplémentaire, qui se trouvent tous deux en situation d'actif net. L'augmentation est principalement attribuable à un gain de réévaluation de 21 605 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Cette augmentation a été partiellement compensée par l'excédent du coût des prestations définies sur les cotisations de 2 845 \$ et une perte de réévaluation de 2 585 \$ résultant d'un taux de rendement sur les actifs du régime réel inférieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA.

### **Passifs**

Les passifs courants ont augmenté de 12 441 \$ (7,7 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 14 224 \$ des fournisseurs et autres crédateurs en raison du moment où les décaissements en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs ont été effectués;
- une augmentation des retenues de garantie courantes de 2 011 \$ en raison des travaux de construction en cours dans le cadre des projets de mise à niveau du CBE;
- une diminution de 3 794 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation due principalement à une diminution du solde des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 23 983 \$ (5,2 %) principalement pour les raisons suivantes:

- une augmentation du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 24 405 \$ résultant de l'excédent des dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires de 56 342 \$ sur l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 31 937 \$;
- une augmentation des retenues de garantie non courantes de 1 498 \$ attribuable aux travaux de construction en cours dans le cadre des projets de mise à niveau du CBE;
- une diminution du passif au titre des avantages du personnel de 1 960 \$ qui s'explique par une réévaluation de l'autre régime à prestations définies de 3 346 \$, découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Cette diminution a été partiellement compensée par l'excédent du coût des prestations définies sur les cotisations de 1 386 \$.

## **PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE**

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2018-2019 à 2022-2023* de l'ACSTA n'était pas encore déposé au Parlement pour approbation au moment de publier le présent rapport. Tant que ce plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts importants entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise de 2018-2019 à 2022-2023*.

## RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	199 827 \$	181 467 \$	391 533 \$	358 990 \$
<b>Revenus</b>	(2 044)	(3 975)	(6 511)	(7 509)
<b>Performance financière avant le financement public</b>	197 783	177 492	385 022	351 481
<b>Charges sans effet sur la trésorerie</b>				
Amortissement	(16 442)	(14 442)	(31 762)	(28 421)
Charges au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	(2 094)	(1 665)	(4 231)	(3 519)
Frais relatifs aux employés à payer <sup>2</sup>	(716)	(65)	(2 073)	(1 125)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(512)	(591)	(398)	(1 239)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations <sup>3</sup>	(3)	(15)	(7)	(31)
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	56	(15)	4	(72)
Gain (perte) non monétaire sur conversion de devise constaté en performance financière	36	(84)	272	39
Avantages incitatifs à la location différés constatés en performance financière <sup>4</sup>	24	80	48	161
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(783)	(250)	(932)
Crédits de fournisseurs sans effet sur la trésorerie	-	30	-	792
<b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation</b>	<b>178 132 \$</b>	<b>159 942 \$</b>	<b>346 625 \$</b>	<b>317 134 \$</b>
<b>Autres éléments affectant le financement</b>				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks <sup>5</sup>	(1 780)	(1 481)	(3 794)	(2 668)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation</b>	<b>176 352 \$</b>	<b>158 461 \$</b>	<b>342 831 \$</b>	<b>314 466 \$</b>

<sup>1</sup> Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

<sup>2</sup> Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 septembre 2018. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

<sup>3</sup> Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>4</sup> Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet sur la trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer, l'utilisation gratuite de parties communes et les améliorations locatives fournies sans frais. Les frais de location sont financés au moyen des crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>5</sup> Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

### Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et des acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les 30 septembre	
	30 septembre		30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	17 204 \$	11 041 \$	55 451 \$	29 698 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	845	417	1 292	807
<b>Total des acquisitions d'immobilisations</b>	<b>18 049 \$</b>	<b>11 458 \$</b>	<b>56 743 \$</b>	<b>30 505 \$</b>
Produits de la sortie d'immobilisations <sup>1</sup>	(58)	-	(79)	(28)
Ajustement non monétaire sur conversion de devise en lien avec des acquisitions d'immobilisations	(4)	1	(322)	(81)
Acquisitions sans effet sur la trésorerie provenant des crédits de fournisseurs	-	(30)	-	(792)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations</b>	<b>17 987 \$</b>	<b>11 429 \$</b>	<b>56 342 \$</b>	<b>29 604 \$</b>

<sup>1</sup> Les produits de la sortie d'immobilisations incluent des produits sans effet sur la trésorerie reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats des opérations et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



---

Michael Saunders  
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

Le 21 novembre 2018



---

Nancy Fitchett, CPA, CA  
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et  
chef des services financiers par intérim

Ottawa, Canada

Le 21 novembre 2018

États financiers intermédiaires résumés

# **ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

30 septembre 2018

(non audités)

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2018	31 mars 2018
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	78 342 \$	9 929 \$
Clients et autres débiteurs (note 3)	83 703	136 506
Stocks (note 4)	13 850	16 401
Charges payées d'avance	1 890	3 133
Actifs financiers dérivés (note 12)	74	360
	177 859	166 329
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	437 055	416 438
Immobilisations incorporelles (note 6)	12 697	8 665
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	21 205	5 030
Actifs financiers dérivés (note 12)	-	24
	470 957	430 157
<b>Total des actifs</b>	<b>648 816 \$</b>	<b>596 486 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	147 092 \$	132 868 \$
Retenues de garantie	11 360	9 349
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	15 740	19 534
	174 192	161 751
Passifs non courants		
Retenues de garantie (note 12)	5 836	4 338
Avantages incitatifs à la location différés	394	442
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	448 431	424 026
Passifs financiers dérivés (note 12)	88	-
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	26 442	28 402
	481 191	457 208
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(6 567)	(22 473)
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>648 816 \$</b>	<b>596 486 \$</b>

Éventualités (note 7) et accords contractuels (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<b>Charges</b>				
Contrôle préembarquement	112 707 \$	99 052 \$	221 561 \$	193 281 \$
Contrôle des bagages enregistrés	40 161	36 698	77 876	73 705
Contrôle des non-passagers	34 705	33 300	68 582	67 671
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	748	730	1 518	1 489
Services généraux	11 194	10 197	21 755	20 691
<b>Total des charges (note 10)</b>	<b>199 515</b>	<b>179 977</b>	<b>391 292</b>	<b>356 837</b>
<b>Autres charges (produits)</b>				
Perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	512	591	398	1 239
Charges financières	1	1	2	1
(Gain) perte de change	(145)	100	(405)	(91)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(56)	15	(4)	72
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	783	250	932
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>312</b>	<b>1 490</b>	<b>241</b>	<b>2 153</b>
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	<b>199 827</b>	<b>181 467</b>	<b>391 533</b>	<b>358 990</b>
<b>Revenus</b>				
Services de contrôle supplémentaires	1 816	3 704	6 095	6 299
Produits financiers	228	151	416	238
Revenus de location	-	90	-	180
Revenus divers	-	30	-	792
<b>Total des revenus</b>	<b>2 044</b>	<b>3 975</b>	<b>6 511</b>	<b>7 509</b>
<b>Financement public</b>				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	178 132	159 942	346 625	317 134
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	16 350	15 236	31 937	29 419
<b>Total du financement public</b>	<b>194 482</b>	<b>175 178</b>	<b>378 562</b>	<b>346 553</b>
<b>Performance financière</b>	<b>(3 301) \$</b>	<b>(2 314) \$</b>	<b>(6 460) \$</b>	<b>(4 928) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	7 488	19 293	22 366	8 354
<b>Résultat global total</b>	<b>4 187 \$</b>	<b>16 979 \$</b>	<b>15 906 \$</b>	<b>3 426 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

## Pour les trimestres clos le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 juin 2018	(10 754) \$
Performance financière	(3 301)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	7 488
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>(6 567) \$</b>
Solde au 30 juin 2017	(18 760) \$
Performance financière	(2 314)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	19 293
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>(1 781) \$</b>

## Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2018	(22 473) \$
Performance financière	(6 460)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	22 366
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>(6 567) \$</b>
Solde au 31 mars 2017	(5 207) \$
Performance financière	(4 928)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	8 354
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>(1 781) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(3 301) \$	(2 314) \$	(6 460) \$	(4 928)
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (notes 5 et 10)	16 053	14 151	31 061	27 872
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	2 094	1 665	4 231	3 519
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	512	591	398	1 239
Amortissement des immobilisations incorporelles (notes 6 et 10)	389	291	701	549
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	3	(15)	7	(761)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(16 350)	(15 236)	(31 937)	(29 419)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(56)	15	(4)	72
Avantages incitatifs à la location différés constatés dans la performance financière	(24)	(80)	(48)	(161)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	783	250	932
<b>Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 15)</b>	<b>26 275</b>	<b>(11 541)</b>	<b>91 550</b>	<b>20 407</b>
	25 595	(11 690)	89 749	19 321
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	23 592	19 001	50 792	44 809
Acquisition d'immobilisations corporelles	(29 354)	(10 922)	(68 073)	(34 985)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(133)	(160)	(4 071)	(368)
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	16	-	16	-
	(5 879)	7 919	(21 336)	9 456
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	<b>19 716</b>	<b>(3 771)</b>	<b>68 413</b>	<b>28 777</b>
Trésorerie à l'ouverture de la période	58 626	68 815	9 929	36 267
<b>Trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>78 342 \$</b>	<b>65 044 \$</b>	<b>78 342 \$</b>	<b>65 044</b>

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Avec l'appui de Transports Canada, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec la GTAA pour la prestation de services de contrôle supplémentaires, en vigueur depuis le 5 octobre 2014. Cette entente a été renouvelée annuellement par la suite. L'ACSTA a également conclu une entente similaire avec l'AAYVR, en vigueur depuis le 26 juin 2017. L'entente d'essai avec l'AAYVR s'est terminée le 30 juin 2018, tandis que celle avec la GTAA a été prolongée jusqu'au 31 mars 2019.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 21 novembre 2018.

## 2. Résumé des principales méthodes comptables

### (a) Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle que publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada (CNC).

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Tel qu'autorisé par l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont pour but de fournir une mise à jour sur la dernière série complète d'états financiers annuels audités. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

---

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2018, à l'exception de ce qui est noté ci-dessous.

(b) Changement de présentation

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, l'ACSTA a changé la présentation de la portion courante des retenues de garantie à l'état intermédiaire résumé de la situation financière pour tenir compte de leur importance. Auparavant, ils étaient inclus dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs. À la suite de ce changement, un montant de 9 349 \$ a été reclassé au poste Retenues de garantie courantes à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 mars 2018.

(c) Adoption de nouvelles normes internationales d'information financière

L'ACSTA a adopté à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 les nouvelles normes internationales d'information financière suivantes. L'adoption de ces normes comptables n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

(i) IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 vient remplacer l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction* ainsi que plusieurs autres interprétations relatives aux produits. La norme établit les principes, qu'une entité devrait adopter, régissant la divulgation des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. Elle est entrée en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur une base rétrospective, et l'adoption anticipée est autorisée.

(ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et est considérée comme la version définitive; remplaçant toutes les versions antérieures d'IFRS 9 et mettant un terme au projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues, et une révision significative des dispositions sur la comptabilité de couverture. Cette norme est entrée en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur une base rétrospective.

(d) Changements comptables à venir

À la date des présents états financiers, la nouvelle norme comptable suivante, non encore en vigueur, a été publiée par le CNCI. L'ACSTA est à évaluer son incidence possible sur ses états financiers et continue de suivre les développements à ce sujet jusqu'à la date de l'adoption de cette norme.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## (i) IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16 précise la manière de comptabiliser, d'évaluer et de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. La comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location* et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, sur une base rétrospective, et l'adoption anticipée est autorisée au cours de la période d'adoption de la norme IFRS 15.

L'ACSTA poursuit son évaluation de l'IFRS 16. Une évaluation initiale de ses accords a permis de recenser une vingtaine de contrats qui font l'objet d'une analyse et dont la valeur totale non actualisée s'élève à 28 044 \$, telle que divulguée à la note 13(b).

## 3. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Crédits parlementaires	70 173 \$	121 399 \$
TPS et TVH à recouvrer	9 566	10 435
TVP à recouvrer	2 372	2 306
Services de contrôle supplémentaires	1 209	2 267
Autre	383	99
	83 703 \$	136 506 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients à recevoir sont de 30 jours. Au 30 septembre et au 31 mars 2018, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## 4. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Pièces de rechange	13 111 \$	13 879 \$
Uniformes	455	1 779
CIZR	284	743
	13 850 \$	16 401 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
<b>Coût</b>									
Solde au 31 mars 2017	125 283	\$ 747 167	\$ 20 345	\$ 5 329	\$ 27 203	\$ 30	\$ 9 929	\$ 69 472	\$ 1 004 758
Entrées	15 810	19 055	1 196	59	680	-	87	38 177	75 064
Sorties	(1 133)	(95 365)	(974)	-	(441)	-	-	-	(97 913)
Radiations	(524)	(981)	(1 240)	(1 403)	(2 609)	-	(25)	(123)	(6 905)
Reclassements	5 434	19 927	527	454	2 081	-	11	(28 434)	-
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>144 870</b>	<b>\$ 689 803</b>	<b>\$ 19 854</b>	<b>\$ 4 439</b>	<b>\$ 26 914</b>	<b>\$ 30</b>	<b>\$ 10 002</b>	<b>\$ 79 092</b>	<b>\$ 975 004</b>
Solde au 31 mars 2018	144 870	\$ 689 803	\$ 19 854	\$ 4 439	\$ 26 914	\$ 30	\$ 10 002	\$ 79 092	\$ 975 004
Entrées	2 843	3 378	-	-	21	118	386	45 287	52 033
Sorties	(602)	(9 710)	(872)	-	-	-	-	-	(11 184)
Radiations	(50)	(1 240)	-	(98)	(301)	(19)	-	-	(1 708)
Reclassements	4 876	55 233	259	36	1 199	-	57	(61 683)	(23)
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>151 937</b>	<b>\$ 737 464</b>	<b>\$ 19 241</b>	<b>\$ 4 377</b>	<b>\$ 27 833</b>	<b>\$ 129</b>	<b>\$ 10 445</b>	<b>\$ 62 696</b>	<b>\$ 1 014 122</b>
<b>Amortissement cumulé</b>									
Solde au 31 mars 2017	77 884	\$ 484 912	\$ 10 825	\$ 3 724	\$ 17 873	\$ 30	\$ 8 602	\$ -	\$ 603 850
Amortissement	11 370	40 492	1 649	637	3 285	-	370	-	57 803
Sorties	(1 130)	(94 791)	(974)	-	(441)	-	-	-	(97 336)
Radiations	(360)	(871)	(484)	(1 402)	(2 609)	-	(25)	-	(5 751)
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>87 764</b>	<b>\$ 429 742</b>	<b>\$ 11 016</b>	<b>\$ 2 959</b>	<b>\$ 18 108</b>	<b>\$ 30</b>	<b>\$ 8 947</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 558 566</b>
Solde au 31 mars 2018	87 764	\$ 429 742	\$ 11 016	\$ 2 959	\$ 18 108	\$ 30	\$ 8 947	\$ -	\$ 558 566
Amortissement	7 021	21 411	796	267	1 333	2	231	-	31 061
Sorties	(601)	(9 636)	(872)	-	-	-	-	-	(11 109)
Radiations	204	(1 237)	-	(98)	(301)	(19)	-	-	(1 451)
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>94 388</b>	<b>\$ 440 280</b>	<b>\$ 10 940</b>	<b>\$ 3 128</b>	<b>\$ 19 140</b>	<b>\$ 13</b>	<b>\$ 9 178</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 577 067</b>
<b>Valeurs comptables</b>									
Au 31 mars 2018	57 106	\$ 260 061	\$ 8 838	\$ 1 480	\$ 8 806	\$ -	\$ 1 055	\$ 79 092	\$ 416 438
Au 30 septembre 2018	57 549	\$ 297 184	\$ 8 301	\$ 1 249	\$ 8 693	\$ 116	\$ 1 267	\$ 62 696	\$ 437 055

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2018, deux des unités de contrôle portatives de l'ACSTA, pour lesquelles l'ACSTA n'a établi aucune utilisation future, ont satisfait aux critères afin d'être classifiées comme actif destiné à la vente. L'ACSTA a conclu la vente des deux unités de contrôle portatives à des tiers, pour un produit combiné de 16 \$, au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018. Les unités de contrôle portatives avaient une valeur comptable nulle avant la vente.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	Logiciels en développement	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2017	4 111 \$	19 655 \$	2 333 \$	26 099 \$
Entrées	451	-	908	1 359
Radiations	(68)	-	-	(68)
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>4 494 \$</b>	<b>19 655 \$</b>	<b>3 241 \$</b>	<b>27 390 \$</b>
Solde au 31 mars 2018	4 494 \$	19 655 \$	3 241 \$	27 390 \$
Entrées	4 411	-	299	4 710
Radiations	(16)	-	-	(16)
Reclassements	23	-	-	23
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>8 912 \$</b>	<b>19 655 \$</b>	<b>3 540 \$</b>	<b>32 107 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au 31 mars 2017	3 119 \$	14 529 \$	- \$	17 648 \$
Amortissement	287	858	-	1 145
Radiations	(68)	-	-	(68)
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>3 338 \$</b>	<b>15 387 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 725 \$</b>
Solde au 31 mars 2018	3 338 \$	15 387 \$	- \$	18 725 \$
Amortissement	261	440	-	701
Radiations	(16)	-	-	(16)
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>3 583 \$</b>	<b>15 827 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>19 410 \$</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 31 mars 2018	1 156 \$	4 268 \$	3 241 \$	8 665 \$
Au 30 septembre 2018	5 329 \$	3 828 \$	3 540 \$	12 697 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## 7. Provisions et éventualités

### (a) Provisions

Plusieurs litiges, contrôles et poursuites ont été entrepris contre l'ACSTA. En raison de leur nature, les montants connexes comportent une incertitude inhérente, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions sont déterminées d'après le résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Aucune provision n'était comptabilisée au 30 septembre 2018 ou au 31 mars 2018.

### (b) Événualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

#### (i) Litiges et poursuites judiciaires

En 2017-2018, une administration aéroportuaire a avisé l'ACSTA qu'elle avait reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada pour ne pas avoir perçu la TVH auprès de l'ACSTA pour des ententes de financement liées à des projets d'intégration, ainsi qu'à de l'entretien. L'ACSTA a soumis un avis d'opposition en collaboration avec l'administration aéroportuaire et est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que l'avis d'opposition sera accueilli favorablement. S'il s'avère que c'est le cas, l'ACSTA pourra récupérer la totalité des sommes versées à ce titre.

L'ACSTA a conclu des ententes de financement similaires avec d'autres administrations aéroportuaires qui pourraient donner lieu à des cotisations de la part d'administrations fiscales. Même si l'ACSTA estime qu'il est improbable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour ces autres ententes de financement, il y a un risque qu'elle soit obligée de payer d'autres cotisations si ces autres administrations aéroportuaires font l'objet d'un contrôle fiscal et que l'Agence du revenu du Canada maintient sa position. Le montant maximal des flux de trésorerie non actualisés pouvant être nécessaire pour régler ce passif éventuel est estimé à 19 090 \$ (17 140 \$ au 31 mars 2018), qui sera compensé par des taxes à recouvrer dont le montant est estimé à 9 410 \$ (8 580 \$ au 31 mars 2018), pour un montant net de 9 680 \$ (8 560 \$ au 31 mars 2018). Ces montants n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

#### (ii) Coûts de démantèlement

Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2018, il n'y a pas eu de changements importants aux passifs éventuels relatifs aux coûts de démantèlement. Pour une description de ces coûts, consulter la note 8(b)(ii) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
<b>Financement public différé lié aux charges d'exploitation</b>		
Solde à l'ouverture de la période	19 534 \$	18 725 \$
Charges d'exploitation financées par les crédits parlementaires	342 831	646 307
Crédits parlementaires comptabilisés comme financement public pour les charges d'exploitation	(346 625)	(645 498)
Solde à la clôture de la période	15 740 \$	19 534 \$
<b>Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations</b>		
Solde à l'ouverture de la période	424 026 \$	408 959 \$
Dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires	56 342	75 592
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(31 937)	(60 525)
Solde à la clôture de la période	448 431 \$	424 026 \$
<b>Total du financement public différé à la clôture de la période</b>	<b>464 171 \$</b>	<b>443 560 \$</b>

Se reporter à la note 11 pour plus d'information au sujet du financement public.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 9. Avantages du personnel

### (a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	19 012 \$	3 346 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	2 193	1 684
	<u>21 205</u>	<u>5 030</u>
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(26 442)	(28 402)
	<u>(26 442)</u>	<u>(28 402)</u>
Avantages du personnel – passif net	<u>(5 237) \$</u>	<u>(23 372) \$</u>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## (b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<b>Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière</b>								
Coût des services rendus au cours de la période	2 243 \$	2 049 \$	18 \$	17 \$	462 \$	412 \$	2 723 \$	2 478 \$
Frais administratifs	63	63	4	4	-	-	67	67
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	1 775	1 644	44	38	264	242	2 083	1 924
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 728)	(1 726)	(58)	(60)	-	-	(1 786)	(1 786)
<b>Coût (produits) des prestations définies</b>	<b>2 353 \$</b>	<b>2 030 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>(1)\$</b>	<b>726 \$</b>	<b>654 \$</b>	<b>3 087 \$</b>	<b>2 683 \$</b>
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global</b>								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(4 675)\$	(4 128)\$	8 \$	- \$	- \$	- \$	(4 667)\$	(4 128)\$
Gains actuariels	10 327	19 918	206	382	1 622	3 121	12 155	23 421
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>5 652 \$</b>	<b>15 790 \$</b>	<b>214 \$</b>	<b>382 \$</b>	<b>1 622 \$</b>	<b>3 121 \$</b>	<b>7 488 \$</b>	<b>19 293 \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de six mois closes les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<b>Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière</b>								
Coût des services rendus au cours de la période	4 487 \$	4 098 \$	35 \$	34 \$	924 \$	824 \$	5 446 \$	4 956 \$
Frais administratifs	125	125	8	8	-	-	133	133
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	3 550	3 289	88	76	528	484	4 166	3 849
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(3 456)	(3 452)	(116)	(120)	-	-	(3 572)	(3 572)
<b>Coût (produits) des prestations définies</b>	<b>4 706 \$</b>	<b>4 060 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>(2)\$</b>	<b>1 452 \$</b>	<b>1 308 \$</b>	<b>6 173 \$</b>	<b>5 366 \$</b>
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global</b>								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(2 693)\$	(2 939)\$	108 \$	(33)\$	- \$	- \$	(2 585)\$	(2 972)\$
Gains actuariels	21 192	9 661	413	165	3 346	1 500	24 951	11 326
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>18 499 \$</b>	<b>6 722 \$</b>	<b>521 \$</b>	<b>132 \$</b>	<b>3 346 \$</b>	<b>1 500 \$</b>	<b>22 366 \$</b>	<b>8 354 \$</b>

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 122 \$ (109 \$ en 2017) et de 264 \$ (237 \$ en 2017), respectivement, relativement au volet de cotisations définies du RRE.

## (c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs liés aux régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, des gains de réévaluation de 7 488 \$ ont été réalisés principalement à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,75 % au 30 juin 2018 à 4,00 % au 30 septembre 2018). Ces gains ont été partiellement compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -1,48 % par rapport au taux anticipé de 0,88 %).

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, des gains de réévaluation de 19 293 \$ ont été réalisés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 30 juin 2017 à 4,00 % au 30 septembre 2017). Ces gains ont été partiellement compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -1,29 % par rapport au taux anticipé de 0,94 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2018, des gains de réévaluation de 22 366 \$ ont été réalisés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2018 à 4,00 % au 30 septembre 2018) ainsi qu'en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRS (taux réel de 3,38 % par rapport au taux anticipé de 1,75 %). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 0,39 % par rapport au taux anticipé de 1,75 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2017, des gains de réévaluation de 8 354 \$ ont été réalisés à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,75 % au 31 mars 2017 à 4,00 % au 30 septembre 2017). Ce gain a partiellement été compensé par un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de 0,29 % par rapport au taux anticipé de 1,88 % pour le RRE et de 1,36 % par rapport au taux anticipé de 1,88 % pour le RRS).

## (d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Cotisations de l'employeur				
RRE	956 \$	980 \$	1 873 \$	1 778 \$
RRS	3	6	3	6
ARPD	34	32	66	63
	993 \$	1 018 \$	1 942 \$	1 847 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 4 100 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 10. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<b>Services de contrôle et autres coûts connexes</b>				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	148 999 \$	135 167 \$	292 287 \$	266 329 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 249	1 273	2 648	2 670
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	565	522	1 010	791
	150 813	136 962	295 945	269 790
<b>Exploitation et entretien du matériel</b>				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 309	8 609	19 663	17 808
Formation et certification	336	17	577	53
CIZR	187	234	458	444
	10 832	8 860	20 698	18 305
<b>Soutien des programmes et services généraux</b>				
Frais relatifs aux employés	15 335	14 203	31 619	29 695
Frais de bureau et frais informatiques	1 957	1 240	3 057	2 187
Contrats de location simple	1 541	1 587	3 107	3 191
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 209	1 390	2 564	2 739
Autres frais administratifs	1 181	1 140	2 226	2 189
Communications et sensibilisation du public	205	153	314	320
	21 428	19 713	42 887	40 321
<b>Amortissement</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles	16 053	14 151	31 061	27 872
Amortissement des immobilisations incorporelles	389	291	701	549
	16 442	14 442	31 762	28 421
	199 515 \$	179 977 \$	391 292 \$	356 837 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 11. Financement public

Puisque le *Résumé du plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023* de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. C'est pour cette raison que le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	246 147 \$	202 438 \$	453 424 \$	386 407 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(68 086)	(41 505)	(107 407)	(67 925)
Montants à être différés aux périodes futures	(1 709)	(2 472)	(3 186)	(4 016)
<b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 8)</b>	<b>176 352 \$</b>	<b>158 461 \$</b>	<b>342 831 \$</b>	<b>314 466 \$</b>

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	52 062 \$	25 275 \$	77 398 \$	56 128 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(25 147)	(8 176)	(13 992)	(15 809)
Montants à être différés aux périodes futures	(8 928)	(5 670)	(7 064)	(10 715)
<b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 8)</b>	<b>17 987 \$</b>	<b>11 429 \$</b>	<b>56 342 \$</b>	<b>29 604 \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

Les crédits parlementaires à être différés aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient supérieures aux dépenses en immobilisations et d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront utilisés au cours du prochain trimestre.

## 12. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné la nature actuelle de ces instruments.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés <sup>1</sup>	74 \$	74 \$	384 \$	384 \$
Passifs financiers dérivés <sup>1</sup>	88	88	-	-
Instruments financiers évalués au coût amorti				
Retenues de garantie non courantes <sup>2</sup>	5 836 \$	5 836 \$	4 338 \$	4 338 \$

<sup>1</sup> La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables.

<sup>2</sup> La juste valeur est déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisés selon les taux obligataires publiés par le gouvernement du Canada ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2018 ou de l'exercice clos le 31 mars 2018.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 13. Accords contractuels

### (a) Accords contractuels non liés aux contrats de location

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus significatifs sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes restant, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Exploitation	1 921 115 \$	2 228 761 \$
Immobilisations	103 541	122 149
<b>Total</b>	<b>2 024 656 \$</b>	<b>2 350 910 \$</b>

### (b) Contrats de location

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour des locaux à bureau, et d'autres espaces et du matériel. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location, sans les taxes applicables, sont les suivants :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
1 an au plus	7 236 \$	6 945 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	19 719	22 260
Plus de 5 ans	1 089	-
<b>Total</b>	<b>28 044 \$</b>	<b>29 205</b>

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 14. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées au cours du trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre :

- Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions entre l'ACSTA et ses parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	194 482 \$	175 178 \$	378 562 \$	346 553 \$
Charges	5 571	4 248	10 442	7 721

Les produits provenant des transactions avec les parties liées représentent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges présentées ci-dessus pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018 comprennent des montants de 5 524 \$ (4 013 \$ en 2017) et de 10 093 \$ (7 246 \$ en 2017), respectivement, en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les soldes suivants relatifs aux parties liées sont inclus dans les clients et autres débiteurs ainsi que dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Montants à recevoir des parties liées	79 804 \$	131 933 \$
Montants à payer aux parties liées	(388)	(1 134)
<b>Montants à recevoir nets des parties liées</b>	<b>79 416 \$</b>	<b>130 799 \$</b>

Les montants à recevoir de parties liées sont principalement des créances de 70 173 \$ (121 399 \$ au 31 mars 2018) à recevoir du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 9 566 \$ (10 435 \$ au 31 mars 2018) à recevoir de l'Agence du revenu du Canada au titre des taxes recouvrables payées sur les dépenses. Les montants à payer à des parties liées sont constitués essentiellement de taxes indirectes payables à l'Agence du revenu du Canada.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 15. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Diminution des clients et autres débiteurs	18 016 \$	80 \$	58 353 \$	30 150 \$
Diminution des stocks	742	511	2 551	1 413
Diminution des charges payées d'avance	1 038	970	1 243	1 255
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	8 259	(11 621)	33 197	(9 743)
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(1 780)	(1 481)	(3 794)	(2 668)
	26 275 \$	(11 541) \$	91 550 \$	20 407 \$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 5 605 \$ (7 572 \$ en 2017) et 5 550 \$ (15 205 \$ en 2017), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 13 674 \$ (116 \$ en 2017) et 18 973 \$ (6 081 \$ en 2017), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.